

CONVENTION

portant dispense de légalisation pour
certains actes et documents

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux de dispenser entre les Etats parties à cette Convention certains actes ou documents de la légalisation ou de toute formalité équivalente, sont convenus des dispositions suivantes.:

Article 1er

La légalisation, au sens de la présente Convention, ne recouvre que la formalité destinée à attester la véracité de la signature apposée sur un acte ou document, la qualité en laquelle le signataire de l'acte ou du document a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte ou document est revêtu.

Article 2

Chaque Etat contractant accepte sans légalisation ou formalité équivalente, à condition qu'ils soient datés et revêtus de la signature et, le cas échéant, du sceau ou timbre de l'autorité d'un autre Etat contractant qui les a délivrés:

1. Les actes et documents se rapportant à l'état civil, à la capacité ou à la situation familiale des personnes physiques, à leur nationalité, à leur domicile ou à leur résidence, quel que soit l'usage auquel ils sont destinés,
2. tous autres actes et documents lorsqu'ils sont produits en vue de la célébration du mariage ou de l'établissement d'un acte

Article 3

Lorsqu'un acte ou document visé à l'article 2 n'a pas été transmis par la voie diplomatique ou une autre voie officielle, l'autorité à laquelle il est présenté peut, en cas de doute grave, portant soit sur la véracité de la signature, soit sur l'identité du sceau ou du timbre, soit sur la qualité du signataire, le faire vérifier par l'autorité qui l'a délivré.

Article 4

La demande de vérification peut être faite au moyen d'une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention. Cette formule est envoyée, en double exemplaire directement à l'autorité qui a délivré l'acte ou le document à vérifier, et est accompagnée de celui-ci.

Article 5

Chaque vérification est opérée gratuitement et la réponse est renvoyée avec l'acte ou le document le plus rapidement possible soit directement soit par la voie diplomatique.

Article 6

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 7

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

A l'égard de l'Etat signataire qui l'aura ratifiée, acceptée ou approuvée après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 8

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil n'ayant pas signé la présente Convention et tout Etat membre du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. La Convention prendra effet, pour l'Etat adhérent, le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt de l'instrument d'adhésion.

Article 9

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 10

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra sur l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et son extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 11

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

Article 12

Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:

- a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;
- c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;
- d) Toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe I.


./...

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Athènes le 15 septembre 1977
en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale
d'Allemagne



Pöschgen

Pour la République d'Autriche

Pour le Royaume de Belgique



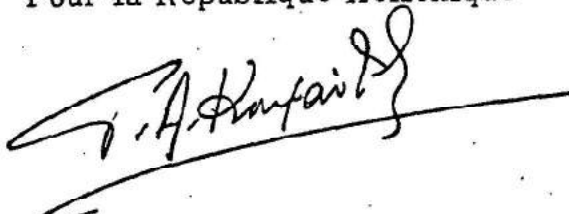
Pour le Royaume d'Espagne



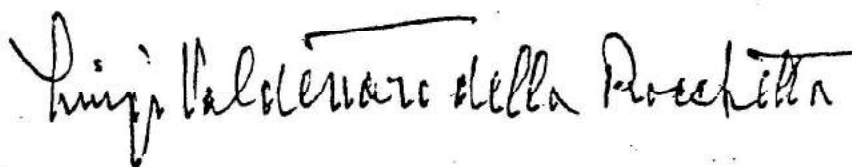
Pour la République Française



Pour la République Hellénique



Pour la République Italienne



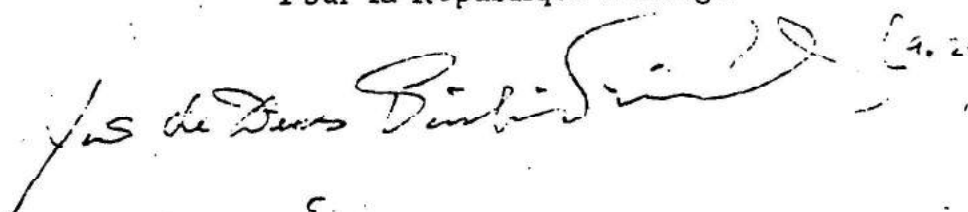
Pour le Grand-Duché du Luxembourg



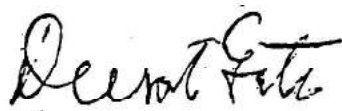
Pour le Royaume des Pays-Bas



Pour la République Portugaise



Pour la Confédération Suisse



Pour la République Turque



<p>1 English</p> <p>2 Español</p> <p>3 Έλληνικά</p> <p>4 Neederlands</p> <p>5 Português</p> <p>6 Türkiye</p>	<p>CIEC Convention for the dispensation from the requirement of legalisation of certain documents, signed in Athens on the 15th of September 1977.</p> <p>Convenio CIEC sobre dispensa de legalización de ciertos documentos, firmado en Atenas el 15 de Septiembre de 1977.</p> <p>Σύμβαση της Διεθνούς Έκπαιρωτικής Προσωπικής Καταστάσεως που απαλλάσσει από την επικύρωση ορισμένες πράξεις και έγγραφα και που έχει υπογραφεί στην Αθήνα στις 15 Σεπτεμβρίου 1977.</p> <p>Verdrag CIEC inzake vrijstelling van legalisatie van bepaalde akten en dokumenten, getekend te Athene, 15 september 1977.</p> <p>Convenção CIEC sobre a dispensa de legalização de certos documentos, assinada em Atenas, em 15 de Setembro de 1977.</p> <p>CIEC (Uluslararası Medeni Hal Komisyonu) nun bazı belgelerin onaydan muaf tutulmasına dair 15 Eylül 1977 'de Atina 'da imzalanan Anlaşması.</p>	
<p>2</p>	<p>1 Verification of document in respect of</p> <p>2 Comprobación del documento relativo a</p> <p>3 Έξακριβωση εγγράφου που αφορά</p> <p>4 Verificatie van het dokument betreffende</p> <p>5 Verificação do documento respeitante a</p> <p>6 İlgili belgelerin incelenmesi</p>	<p>3</p> <p>1 (Name and Forename)</p> <p>2 (Apellidos y nombres propios)</p> <p>3 (Έκώνυμο και όνόματα)</p> <p>4 (Familiennaam en voornamen)</p> <p>5 (Apelido e nome)</p> <p>6 (Soyadı ve Adı)</p>
<p>4</p>	<p>1 Applying Authority</p> <p>2 Autoridad requirente</p> <p>3 Αρχή που τη ζητάει</p> <p>4 Verzoekende autoriteit</p> <p>5 Autoridade requerente</p> <p>6 Müracaat eden Makam</p>	<p>5</p> <p>1 Authority to whom application is made</p> <p>2 Autoridad requerida</p> <p>3 Αρχή όπου απευθύνεται η αίτηση</p> <p>4 Aangezochte autoriteit</p> <p>5 Autoridade requerida</p> <p>6 Müracaat edilen Makam</p>
<p>6</p>	<p>1 (Denomination and address)</p> <p>2 (Denominación y dirección)</p> <p>3 (Όνομασία και διεύθυνση)</p> <p>4 (Aanhouding en adres)</p> <p>5 (Denominação e endereço)</p> <p>6 (Unvan ve Adres)</p>	<p>7</p> <p>1 Is the signature authentic?</p> <p>2 ¿Es auténtica la firma?</p> <p>3 Είναι γνήσια η υπογραφή;</p> <p>4 Is de handtekening echt?</p> <p>5 A assinatura é autêntica?</p> <p>6 İmza dođrumudur?</p>
<p>8</p>	<p>1 Was the signatory authorised to sign?</p> <p>2 ¿Tenia competencia el firmante?</p> <p>3 Ο υπογράφων είχε δικαίωμα υπογραφής;</p> <p>4 Was de ondertekenaar bevoegd?</p> <p>5 O signatario era competente?</p> <p>6 İmza sahibi imza yetkisine sahip midir?</p>	<p>9</p> <p>1 Is the seal or stamp authentic?</p> <p>2 ¿Es auténtico el sello?</p> <p>3 Είναι αυθεντική η σφραγίδα;</p> <p>4 Is het stempel of het zegel echt?</p> <p>5 O selo ou carimbo é autêntico?</p> <p>6 Mühür veya Damga dođrumudur?</p>
<p>10</p>	<p>1 YES</p> <p>2 SI</p> <p>3 ΝΑΙ</p> <p>4 JA</p> <p>5 SIM</p> <p>6 EVET</p>	<p>11</p> <p>1 NO</p> <p>2 NO</p> <p>3 OXI</p> <p>4 NEEN</p> <p>5 NAO</p> <p>6 HAYIR</p>
<p>13</p>	<p>1 Date, signature, official seal or stamp</p> <p>2 Fecha, firma, sello</p> <p>3 Ημερομηνία, υπογραφή, σφραγίδα</p> <p>4 Datum, handtekening, stempel of zegel</p> <p>5 Data, assinatura, selo ou carimbo</p> <p>6 Tarih, imza, mühür veya Damga</p>	<p>14</p> <p>1 Mark appropriate box</p> <p>2 Señalar con una cruz la casilla apropiada</p> <p>3 Να βάλετε ένα σταυρό στο κατάλληλο τετράγωνο</p> <p>4 Het betreffende vakje aankruisen</p> <p>5 Assinalar o espaço apropriado</p> <p>6 İlgili Kareye çarpı (X) koyunuz</p>
<p>15</p>	<p>1 The verification has to be carried out free of charge and as expeditiously as possible. The Authority to whom application is made should return the attached document together with this form to the applying Authority as soon as possible, either direct or through diplomatic channels.</p> <p>2 La comprobación debe hacerse gratuitamente y lo más rápidamente posible; la autoridad requerida devolverá el documento adjunto y el presente modelo a la autoridad requirente, directamente o por la vía diplomática.</p> <p>3 Η εξακριβωση πρέπει να γίνεται δωρεάν κι όσο το δυνατόν πιο γρήγορα· η Αρχή όπου απευθύνεται η αίτηση, θα επιστρέψει το συνημμένο έγγραφο καθώς και το έντυπο αυτό στην Αρχή που ζητάει την εξακριβωση, ή απ' εθείας ή με τη διπλωματική οδό.</p> <p>4 De verificatie dient kosteloos en zo snel mogelijk te geschieden; de aangezochte autoriteit dient bijgaand dokument en het formulier aan de verzoekende autoriteit rechtstreeks of langs diplomatieke weg terug te zenden.</p> <p>5 A verificação deve ser feita gratuitamente e o mais rapidamente possível; a autoridade requerida devolverá o documento e a presente fórmula à autoridade requerente, directamente ou por via diplomática.</p> <p>6 İnceleme parasız ve mümkün olduğu kadar çabuk yapılacaktır; Müracaat edilen makam inceleme yapılması istenilen halden ve bu formülen docrudan veya diplomatik yolla inceleme için müracaat eden makama geri gönderecektir.</p>	

Übereinkommen über die Befreiung bestimmter Urkunden von der Beglaubigung/ Legalisation, unterzeichnet in Athen am 15. September 1977.

① Convention portant dispense de légalisation pour certains actes et documents, signée à Athènes le 15 septembre 1977.

Convezione sulla dispensa della legalizzazione per alcuni atti e documenti, firmata a Atene il 15 settembre 1977.

Überprüfung der Urkunde betreffend

② **Vérification** du document concernant
Verifica del documento concernente

③ (Familiennamé und Vornamen)
(Nom et prénoms)
(Cognome e nome)

④ Ersuchende Behörde
Autorité requérante
Autorità richiedente

⑤ Ersuchte Behörde
Autorité requise
Autorità richiesta

⑥ (Bezeichnung und Anschrift)
(Dénomination et adresse)
(Denominazione e indirizzo)

⑥ (Bezeichnung und Anschrift)
(Dénomination et adresse)
(Denominazione e indirizzo)

⑦ Ist die Unterschrift echt?
La signature est-elle vraie?
La firma è autentica? *

⑩ JA OUI *
SI

⑪ NEIN NON *
NO

⑧ War der Unterzeichner zu der Unterschrift
berechtigt?
Le signataire avait-il qualité?
Il firmatario aveva la qualifica? *

⑩ JA OUI *
SI

⑪ NEIN NON *
NO

⑨ Ist das Siegel oder der Stempel echt?
Le sceau ou le timbre est-il authentique?
Il sigillo o il timbro è autentico? *

⑩ JA OUI *
SI

⑪ NEIN NON *
NO

⑬ Datum, Unterschrift, Siegel oder Stempel
Date, signature, sceau ou timbre
Data, firma, sigillo o timbro

⑫ Bemerkungen
Observations
Osservazioni

⑬ Datum, Unterschrift, Siegel oder Stempel
Date, signature, sceau ou timbre
Data, firma, sigillo o timbro

⑭ Zu treffendes Feld ankreuzen
Cocher la case appropriée
Segnare con una croce la casella relativa

Die Überprüfung hat kostenfrei und so schnell wie möglich zu geschehen; die ersuchte Behörde hat die beigefügte Urkunde und dieses Formblatt/Formular an die ersuchende Behörde unmittelbar oder auf diplomatischem Weg zurückzusenden.

⑮ La vérification doit être faite gratuitement et le plus rapidement possible; l'autorité requise renverra le document ci-joint et la présente formule à l'autorité requérante, directement ou par la voie diplomatique.

La verifica deve essere eseguita gratuitamente e nel più breve tempo possibile; l'autorità richiesta restituirà il documento allegato e il presente formulario all'autorità richiedente, direttamente o per via diplomatica.